



**PRÉFET
DE L'ARDÈCHE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction départementale des territoires

Service urbanisme et territoire

Prévention des Risques

Commune de Saint-Marcel-lès- Annonay

Plan de Prévention des Risques d'inondation

Règlement

Approbation

septembre 2022

TABLE DES MATIÈRES

PRÉSENTATION DU RÈGLEMENT DU PLAN DE PRÉVENTION DES RISQUES.....	3
Article 1 : Champ d'application.....	3
Article 2 : Objectifs.....	3
Article 3 : Division du territoire en zones.....	4
Article 4 : Effets du PPRi.....	4
Article 5 : Composition du règlement.....	5
RÈGLEMENT DU PLAN DE PRÉVENTION DES RISQUES NATURELS	6
ARTICLE 1 : Prescriptions générales.....	6
Article 2 : Prescriptions particulières.....	7
Article 3 : Prescriptions de nature à réduire la vulnérabilité des projets.....	7
Article 4 : Prescriptions applicables aux constructions légères de loisirs, aux caravanes et aux campings-cars et aux food-trucks.....	8
Article 5 : Opérations de démolition-reconstruction*.....	8
ZONE R (zone rouge).....	9
R.1 : OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES.....	9
R. 2 : OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL ADMISES SOUS CONDITIONS.	10
R. 3 : PRESCRIPTIONS APPLICABLES AUX AMENAGEMENTS EXISTANTS.....	17
R. 4 : OPERATIONS DE RENOUVELLEMENT URBAIN*.....	18
secteur Ra (zone rouge).....	19
Ra.1 : OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES.....	19
Ra. 2 : OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL ADMISES SOUS CONDITIONS	20
SECTEUR Rep (zone rouge).....	24
Rep.1 : OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES.....	24
Rep. 2 : OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL ADMISES SOUS CONDITIONS	25
SECTEUR Rs (zone rouge).....	30

Rs.1 : OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES.....	30
Rs. 2 : OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL ADMISES SOUS CONDITIONS.....	31
Rs. 3 : PRESCRIPTIONS APPLICABLES AUX AMENAGEMENTS EXISTANTS.....	32
Rs. 4 : recommandations :.....	32
ZONE B (zone bleue).....	33
B.1 : OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES.....	33
B. 2 : OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL ADMISES SOUS CONDITIONS.....	34
B. 3 : OPERATIONS DE RENOUVELLEMENT URBAIN*.....	39
ZONE E (zone enclavée).....	41
E.1 : OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES.....	41
E. 2 : OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL ADMISES SOUS CONDITIONS.....	42
MESURES GENERALES DE PREVENTION, DE PROTECTION ET DE SAUVEGARDE.....	44
ANNEXE 1 : GLOSSAIRE.....	46
ANNEXE 2 : Cotes de référence.....	58

PRÉSENTATION DU RÈGLEMENT DU PLAN DE PRÉVENTION DES RISQUES

Article 1 : Champ d'application

La révision du Plan de Prévention des Risques d'inondation (PPRi) a été prescrit par arrêté préfectoral n° **07.2021.06.17-00005** du **17 juin 2021**.

Le présent règlement s'applique à la totalité du territoire de la commune de **Saint-Marcel-lès-Annonay** soumis aux risques d'inondation par débordement, **de la Deume et de ses affluents tels que définis par l'arrêté de prescription**.

Ce PPR ne traite pas des problématiques liées aux autres risques, y compris naturels (mouvement de terrain, érosion de berges, ruissellement...).

Article 2 : Objectifs

Les principes fondamentaux de gestion des zones inondables sont les suivants :

- la non-aggravation des risques et de leurs effets actuels,
- le libre écoulement des crues,
- la préservation des champs d'expansion des crues.

Pour respecter ces principes, les règles d'occupation du sol et de construction contenues dans ce règlement poursuivent quatre objectifs :

- **la protection des personnes,**
- **la protection des biens,**
- **le libre écoulement des eaux,**
- **la conservation, la restauration ou l'extension des champs d'inondation.**

Article 3 : Division du territoire en zones

L'enveloppe de la zone inondable est divisée en « 3 » zones :

- **une zone R** (zone rouge) correspondant à une zone de contrainte forte.

À l'intérieur de cette zone ont été identifiés les secteurs suivants :

- **un secteur Ra** correspondant aux secteurs soumis à un sur-aléa en cas de rupture d'un ouvrage longitudinal
- **un secteur Rep** correspondant à des enjeux économiques particuliers situés en aléa fort.
- **un secteur Rs** correspondant aux zones de stationnement dédiées aux aménagements existants et situées en zone inondable ;

- **une zone B** (zone bleue) correspondant à une zone de contrainte modérée.

À l'intérieur de cette zone ont été identifiés les secteurs suivants :

- **Un secteur B1** correspondant aux zones exposées à un aléa modéré dû à la surverse de la couverture du ruisseau de Concise ;
- **une zone E**, enclavée correspondant aux secteurs de la commune enclavés en cas de crue.

Article 4 : Effets du PPRi

Dès son caractère exécutoire, le PPRi. vaut servitude d'utilité publique. À ce titre, aux termes de l'article L151-43 du code de l'urbanisme, il doit être annexé par arrêté municipal au document d'urbanisme. Si cette formalité n'a pas été effectuée dans le délai de trois mois, le représentant de l'État y procède d'office conformément à l'article L153-60 du code de l'urbanisme.

Article 5 : Composition du règlement

Le règlement est composé de « 10 » parties :

- dispositions générales,
- zone R de contrainte forte,
- secteur Ra
- secteur Rep
- secteur Rs
- zone B de contrainte modérée, comprenant une section spécifique au secteur B1.
- zones enclavées,
- mesures générales de prévention et de protection et de sauvegarde,
- annexe 1 : glossaire,
- annexe 2 : cotes de référence,

RÈGLEMENT DU PLAN DE PRÉVENTION DES RISQUES NATURELS

Avertissement : les principales dispositions réglementaires ainsi que les principes qui ont présidé à leur élaboration sont expliqués et détaillés dans le rapport de présentation.

En outre, en annexe du présent règlement figure un glossaire opposable aux autorisations d'urbanisme explicitant et détaillant certains termes.

Pour une meilleure compréhension du règlement, il est donc recommandé de se reporter à la partie du rapport de présentation consacrée au règlement du PPRi ainsi qu'au glossaire annexé.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 1 : Prescriptions générales

Dans l'ensemble de la zone inondable définie par le présent PPRi, les opérations autorisées devront intégrer dès leur conception toutes les mesures permettant de :

- ne pas aggraver des risques et de leurs effets et ne pas augmenter les risques en amont et en aval,
- ne pas accroître de la vulnérabilité*,
- garantir le libre écoulement de l'eau ,
- garantir le maintien des champs d'inondation nécessaires à l'écoulement des crues.

Article 2 : Prescriptions particulières

Dans toutes les zones soumises aux risques d'inondation et pour tous travaux (constructions neuves, extensions*, transformation, aménagement, réhabilitation de bâtiments...), s'appliquent les **prescriptions suivantes** :

- les parties accessibles (sous-sols, garages...) enterrées ou semi-enterrées des constructions sont interdites,
- les constructions neuves ne doivent pas être implantées à proximité des talwegs*, ruisseaux et fossés,
- les terrasses auront une emprise au sol ne modifiant pas de manière significative les écoulements*. À défaut, elles devront être totalement transparentes à la crue,
- la démolition ou la modification des ouvrages jouant un rôle de protection contre les crues sans étude préalable de l'impact sur l'aléa est interdite,
- les dépôts et stockage de matériaux de toute nature ou matériels pouvant contribuer à la création d'embâcle sont interdits, lorsqu'ils ne sont pas liés à une habitation ou une activité permanente présente sur l'unité foncière.

Par ailleurs, dans toutes les zones soumises aux risques d'inondation, l'ensemble du mobilier urbain (bancs, tables, portiques, panneaux d'affichage...) devra être ancré au sol de manière à pouvoir résister aux caractéristiques de la crue de référence.

Article 3 : Prescriptions de nature à réduire la vulnérabilité des projets

Pour les projets pour lesquels l'article 3 est explicitement visé par le présent règlement, s'appliquent les **prescriptions suivantes** :

- les **installations techniques** sensibles à l'eau (installations électriques, chaufferie...) seront réalisées au-dessus de la cote de référence*, sauf contrainte technique liée à la hauteur d'eau*, le tableau de distribution électrique sera conçu de façon à pouvoir couper facilement l'électricité

dans le niveau inondable sans la couper dans les niveaux supérieurs,

- les **panneaux photovoltaïques** ou les panneaux solaires thermiques seront installés au-dessus de la cote de référence*. En outre, leurs installations sensibles à l'eau (électriques ou fluides) situées dans les parties inondables seront réalisées de façon à être étanches et/ou avec des matériaux résistants à l'eau,
- les différents **réseaux** (assainissement, adduction d'eau potable...) devront intégrer des mesures visant à réduire les dommages qu'ils sont susceptibles de causer ou de subir en cas de crue (clapets anti-retour...),
- les **matériaux** utilisés dans les parties inondables (pour les menuiseries, les portes, les fenêtres, les vantaux, les revêtements de sol et des murs, les protections phoniques et thermiques) seront insensibles à l'eau*, et conçus de manière à résister à la pression hydraulique, à l'érosion et aux effets des affouillements,
- les **produits phytosanitaires ou potentiellement polluants** seront stockés au-dessus de la cote de référence* ou dans un local technique étanche.

Article 4 : Prescriptions applicables aux constructions légères de loisirs, aux caravanes et aux campings-cars

Hors des établissements d'hébergement de plein air, le **stationnement nocturne des campings-cars**, le stationnement des **caravanes habitées** ou des **habitations mobiles de loisir** (mobil-homes) est interdit dans l'ensemble de la zone inondable.

Il en est de même pour les aires de stationnement des gens du voyage.

Le stationnement des caravanes pour leur hivernage ne pourra être admis que si leur ancrage au sol présente des caractéristiques suffisantes pour résister à la crue de référence.

Article 5 : Opérations de démolition-reconstruction*

Dans l'ensemble de la zone R et de ses sous-secteurs, les opérations de démolition-reconstruction sont **interdites** (à l'exception des opérations d'ensemble de renouvellement urbains autorisées par l'article R.3 et des bâtiments identifiés en violet sur le plan de zonage).

ZONE R (zone rouge)

CARACTÈRE DE LA ZONE : *Il s'agit d'une zone qui correspond*

- ➔ aux secteurs soumis à un aléa très fort ou fort¹ dans les secteurs modélisés.
- ➔ Aux secteurs soumis à risque d'inondation identifiés par analyse hydro-géomorphologique.

Eu égard aux caractéristiques du risque inondation dans cette zone, il est indispensable d'imposer aux constructions et aménagements, nouveaux ou non, des contraintes fortes.

Dans cette zone ont été identifiés des bâtiments (en violet sur le zonage), dont la partie basse est inondable alors que la partie haute et son accès sont hors d'eau. Pour la partie hors d'eau de ces bâtiments, des règles spécifiques sont appliquées (cf. fin du paragraphe R. 2.2.).

Dès lors, pour l'ensemble de la zone R, les règles édictées par le présent règlement sont fondées sur le principe général suivant : **tout ce qui n'est pas expressément autorisé et réglementé est interdit.**

R.1 : OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES

Sont interdites toutes les occupations et utilisations du sol nouvelles ainsi que toutes les interventions sur les ouvrages, terrains et constructions existantes, autres que celles expressément mentionnées aux articles R.2, R.3 et R4 .

¹Voir définition dans le chapitre 3.II.2.4 – qualification de l'aléa du rapport de présentation

R. 2 : OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL ADMISES SOUS CONDITIONS

R. 2.1. OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL NOUVELLES

Sous réserve du respect des prescriptions énoncées dans les dispositions générales, sont seules admises les occupations et utilisations du sol suivantes :

- Les **infrastructures** publiques* et les travaux nécessaires à leur réalisation. Les parcs de stationnement nouveaux sont toutefois interdits sauf dans le cas des transferts visés ci-dessous.
- Le **déplacement des parcs de stationnement existants** sous réserve du respect des conditions suivantes :
 - le déplacement n'entraîne aucune augmentation de capacité du parc de stationnement,
 - le déplacement s'effectue vers un site moins exposé*,
 - le parc de stationnement déplacé est supprimé,
 - l'inondabilité du secteur devra être affichée de façon claire et aisément accessible par les usagers,
 - un plan d'évacuation et de mise en sécurité du personnel et des usagers devra être mis en place en lien avec le Plan Communal de Sauvegarde,
 - des mesures devront être prises afin d'en interdire physiquement l'accès à tous les usagers en cas de risque de crue.
- Les **réseaux d'assainissement ou de distribution*** étanches à l'eau de crue et munis de dispositifs assurant leur fonctionnement en cas de crue ainsi que les constructions **strictement nécessaires** à leur fonctionnement dans la limite de **20 m² d'emprise au sol***.
- Les **réseaux d'irrigation et de drainage**, et les constructions **strictement nécessaires** à leur fonctionnement dans la limite de **20 m² d'emprise au sol***.

- Les **captages d'eau potable** et les constructions **strictement nécessaires** à leur fonctionnement.
- Les **micro-centrales hydro-électriques** et les constructions **strictement nécessaires** à leur fonctionnement.
- Les **installations, ouvrages et travaux divers** destinés à améliorer l'écoulement ou le stockage des eaux ou à réduire le risque.
- Les **opérations de restauration morphologique des cours d'eau** si une étude hydraulique démontre qu'il n'y a pas aggravation du risque.
- Les **carrières ou gravières** sans installation ni stockage ou traitement des matériaux susceptibles de gêner l'écoulement des eaux.
- Les **constructions à usage agricole** suivantes :
 - les constructions destinées uniquement à du **stockage et strictement nécessaires** à l'exploitation agricole. La construction sera **ouverte** sur au moins trois côtés (la façade éventuellement fermée ne sera pas perpendiculaire au sens de l'écoulement) et implantée sur le site le moins exposé*.
 - les tunnels agricoles strictement nécessaires à l'exploitation agricole sont admis dans la mesure où ils sont transparents hydrauliquement* et implantés dans le sens de l'écoulement,
 - Le projet devra respecter **l'article 3 des dispositions générales**.
- Les **annexes* (hors piscines, traitées plus loin)** d'une emprise au sol* inférieure ou égale à **30 m²** et à raison d'une seule annexe* par construction, dans le respect des conditions cumulatives suivantes :
 - qu'elles ne comportent aucune pièce de vie telles que : chambre, bureau, salon, séjour, salle à manger, cuisine, atelier... à l'exception des cuisines d'été ouvertes,

- qu'elles respectent **l'article 3 des dispositions générales**.

NOTA : postérieurement à la date d'approbation du PPRi, une seule annexe* par construction existante avec emprise au sol* inférieure ou égale à **30 m²** est autorisée.

- Les **abris ouverts liés à une construction existante** et totalement transparents* à l'écoulement de l'eau pour toutes les façades créées dans le cadre de la demande, sans limitation d'emprise au sol*, sous réserve du respect de **l'article 3 des dispositions générales**.
- Les **abris de jardin*** lorsqu'ils ne constituent pas une annexe à une construction existante, dans la limite de **10 m²**.
- Les **piscines enterrées**, non couvertes ou munies d'une couverture télescopique ainsi que leur local technique d'une emprise maximum de **10 m²**, sous réserve :
 - qu'elles soient liées à une habitation, un hôtel ou un autre hébergement touristique existant ou projeté et autorisé,
 - qu'elles soient situées sur le même tènement foncier que le bâtiment existant,
 - que leur emprise soit matérialisée par un dispositif perméable à l'eau d'une hauteur minimum de 1,10 mètre afin d'être visible en cas de submersion.
- Les **piscines hors sol** dans la limite de **30 m²** d'emprise au sol* ainsi que leur local technique d'une emprise maximum de **10 m²**, si elles sont liées à une habitation, un hôtel ou un autre hébergement touristique existant ou projeté et autorisé,.
- La **reconstruction après sinistre** est **interdite** si ce dernier est dû à un évènement naturel* et si le site est concerné par un risque naturel de nature à mettre en danger la sécurité des occupants. **Sinon**, elle devra respecter les conditions cumulatives suivantes :
 - la reconstruction s'effectuera dans la limite de la surface de plancher* et de l'emprise au sol* existante avant le

sinistre, et ne devra pas augmenter la vulnérabilité* du bâtiment.

- en cas de reconstruction de plancher habitable*, celui-ci devra se situer au-dessus de la cote de référence* augmentée de 30 cm, sauf contrainte technique liée la hauteur d'eau* auquel cas un niveau habitable refuge* devra être créé au-dessus de cette cote réévaluée,
- le projet devra respecter l'**article 3 « prescriptions de nature à réduire la vulnérabilité des projets »**.
 - Les **clôtures** perméables à l'eau (exemple : grillage, barrière bois ou PVC...).
 - Les **citernes, les systèmes d'assainissement et les cuves à fuel** liées et nécessaires à une construction existante à condition :
 - que les orifices non étanches soient situés au-dessus de la cote de référence* augmentée de 30 cm,
 - d'être lestées et ancrées au sol.
 - Les **exhaussements et/ou affouillements de sol** strictement nécessaires aux constructions autorisées et à leur accès*.
 - Les **aménagements d'aire de jeux** au niveau du sol liés à un aménagement public (sans construction ni stationnement).

R. 2.2. OUVRAGES ET CONSTRUCTIONS EXISTANTS* RÉGULIÈREMENT AUTORISÉS :

Sous réserve du respect des prescriptions énoncées dans les dispositions générales, sont autorisés :

- L'entretien et la mise aux normes des **infrastructures publiques** existantes.
- L'entretien et la mise aux normes des **réseaux d'assainissement ou de distribution*** et l'**extension*** des constructions **strictement nécessaires** à leur

fonctionnement dans la limite de **20 m²** (existant + extension*).

- L'entretien et la mise aux normes des **réseaux d'irrigation et de drainage**, et **l'extension*** des constructions **strictement nécessaires** à leur fonctionnement dans la limite de **20 m²** (existant + extension*).
- L'entretien et la mise aux normes des **captages d'eau potable** et **l'extension*** des constructions **strictement nécessaires** à leur fonctionnement.
- L'entretien, la mise aux normes et l'extension limitée des **constructions et installations nécessaires à l'entretien, à l'exploitation et au renouvellement des ouvrages hydrauliques et hydroélectriques**.
- **L'extension* des constructions à usage agricole** dans le respect des conditions cumulatives suivantes :
 - l'extension ne devra pas entraîner une augmentation de la vulnérabilité*,
 - l'extension* devra être **strictement nécessaire** à l'exploitation agricole,
 - si l'extension* correspond à un abri ouvert, elle devra être totalement transparente à l'eau,
 - dans le cas contraire, elle sera limitée à 30 % de l'emprise au sol existante, dans la limite de 300 m² d'emprise au sol*,
 - le projet devra respecter **l'article 3 des dispositions générales**.

NOTA : postérieurement à la date d'approbation du PPRi, une seule extension par construction existante est autorisée.

- **L'extension* des bâtiments à usage d'activité*** dans le respect des conditions cumulatives suivantes :
 - l'extension* doit être **strictement** liée et nécessaire à l'activité existante,
 - le personnel accueilli ne devra pas augmenter de manière sensible,
 - en tout état de cause, l'extension* proposée devra impliquer une réduction de la vulnérabilité* de l'ensemble du bâtiment,

- l'extension* devra être **inférieure ou égale à 30 %** de la surface de plancher existante.
- le 1^{er} plancher* sera réalisé au-dessus de la cote de référence* à laquelle il conviendra d'ajouter 30 cm sauf contrainte technique liée la hauteur d'eau* auquel cas un niveau habitable refuge* dimensionné pour l'ensemble de l'établissement (s'il n'existe pas) devra être créé au-dessus de la cote de référence* à laquelle il conviendra d'ajouter 30 cm.
- les conditions d'écoulements de l'eau ne devront pas être aggravées de manière significative à l'amont ou à l'aval de l'opération*,
- l'extension* en emprise au sol devra être **inférieure ou égale à 30 % de l'emprise existante**, dans la limite de 300 m² d'emprise au sol*,
- l'extension* devra respecter les prescriptions de l'**article 3 des dispositions générales**.

NOTA : postérieurement à la date d'approbation du PPRi, une seule extension par construction existante est autorisée.

➤ **L'extension* des établissements ou équipements recevant du public*** dans le respect des conditions cumulatives suivantes :

- l'extension* ne devra pas conduire à une augmentation de capacité d'accueil de l'établissement (création de lits supplémentaires, nouveau logement...), ou à une augmentation du risque (embâcles,...),
- l'extension* devra être **inférieure ou égale à 30 %** de la surface de plancher existante.
- le 1^{er} plancher* sera réalisé au-dessus de la cote de référence* à laquelle il conviendra d'ajouter 30 cm,
- un niveau habitable refuge* (s'il n'existe pas) sera créé au-dessus de la cote de référence* à laquelle il conviendra d'ajouter 30 cm, dimensionné pour l'ensemble de l'établissement. Si l'extension prévue remplit les conditions, celle-ci peut répondre à cette obligation.
- l'extension* devra être **inférieure ou égale à 30 %** de l'emprise au sol* existante, dans la limite de 100 m² d'emprise au sol*,

- le projet devra respecter **l'article 3 des dispositions générales.**

NOTA : postérieurement à la date d'approbation du PPRi, une seule extension par construction existante est autorisée.

- **L'extension*** des **équipements publics ne recevant pas de public** (station d'épuration, local technique...) à l'exception des établissements de gestion de crise* dans le respect des conditions cumulatives suivantes :

- l'extension* devra être **inférieure ou égale à 30 %** de l'emprise au sol* existante,
- en cas d'extension d'un bâtiment lié au fonctionnement de l'équipement et accueillant du personnel, le 1^{er} plancher habitable* devra être implanté au-dessus de la cote de référence* à laquelle il conviendra d'ajouter 30 cm,
- l'extension* devra respecter **l'article 3 des dispositions générales.**

- Les **extensions* limitées** des bâtiments existants pour le respect des réglementations en vigueur.

- **L'extension*** des bâtiments à usage d'**habitation** (sans création de logement) dans le respect des conditions cumulatives suivantes :

- le 1^{er} plancher habitable* sera réalisé au-dessus de la cote de référence* à laquelle il conviendra d'ajouter 30 cm,
- l'extension* sera au maximum de **20 m²** de surface de plancher* ou de **30 m²** d'emprise au sol*, à raison d'une seule extension* par habitation,
- si la construction ne dispose pas d'un niveau habitable refuge* implanté au-dessus de la cote de référence* augmentée de 30 cm, l'extension devra remplir les conditions pour tenir lieu de niveau refuge,
- l'extension* devra respecter **l'article 3 des dispositions générales.**

NOTA : postérieurement à la date d'approbation du PPRi, une seule extension par construction existante est autorisée.

- Le **changement de destination*** dans le respect des conditions cumulatives suivantes :

- le changement de destination ne doit pas conduire à une augmentation de la vulnérabilité* ;
 - le changement de destination* ne doit pas conduire à la **suppression** du niveau refuge* d'un logement ou d'une activité existante ;
 - des mesures de réduction de la vulnérabilité* doivent être mises en œuvre.
- **L'aménagement intérieur** (rénovation, réhabilitation, transformation d'un garage en surface de plancher*...) des bâtiments dans le respect des conditions cumulatives suivantes :
- l'aménagement ne doit pas conduire à une augmentation de la vulnérabilité* ;
 - l'aménagement ne doit pas conduire à la **suppression** du niveau refuge* d'un logement ou d'une activité existante ;
 - Dans le cas de la création d'un nouveau plancher habitable*, celui-ci sera créé au-dessus de la cote de référence* à laquelle il conviendra d'ajouter 30 cm,
 - un niveau habitable refuge* (s'il n'en existe pas) par logement ou pour les destinations de la catégorie 1* (cf glossaire page 55) sera créé au-dessus de la cote de référence* à laquelle il conviendra d'ajouter 30 cm,
 - le projet devra respecter **l'article 3 des dispositions générales**.
- Les **travaux d'entretien et de gestion courante** des bâtiments: traitements et modifications de façades, réfection de toitures (y compris pose de panneaux photovoltaïques)... dans le respect de **l'article 3 des dispositions générales**.

De plus, pour les **bâtiments identifiés** en violet sur le zonage, sont autorisés pour les **niveaux situés au-dessus de la cote de référence, étant entendu que pour les niveaux situés en dessous de la cote de référence, le règlement de la zone « R » s'applique pleinement :**

- **L'extension***, si celle-ci n'entraîne pas une augmentation de l'emprise au sol supérieure à 30m² pour les habitations et 300m² pour les activités sur la zone « R » sans limite de

surface en dehors de celle-ci, sous réserve de conserver un accès hors d'eau.

- **Le changement de destination, l'aménagement intérieur** (rénovation et réhabilitation et transformation d'un garage en surface de plancher*...) sans limite de surface, sous réserve de conserver un accès hors d'eau.
- La **reconstruction après démolition** dans les conditions suivantes :
 - L'emprise au sol de la reconstruction en zone R ne devra pas dépasser l'emprise initiale augmentée de 30m² pour les habitations et 300m² pour les activités ;
 - le **1^{er} plancher habitable*** sera réalisé au-dessus de la cote de référence* augmentée de 30 cm et devra disposer d'un accès hors d'eau,
 - le projet devra respecter **l'article 3 des dispositions générales.**

R. 3 : PRESCRIPTIONS APPLICABLES AUX AMENAGEMENTS EXISTANTS

Devront être réalisées par la collectivité dans le secteur, les actions suivantes :

- Pour la salle communale identifiée en « bâtiment violet », un diagnostic de vulnérabilité* aux inondations devra être réalisé **dans un délai de 2 ans à compter de la date d'approbation du présent PPRi**, précisant :
 - le niveau de crue auquel le bâtiment est susceptible d'être inondé ;
 - les équipements sensibles présents dans la partie inondable et leur degré de vulnérabilité* ;
 - les mesures de réduction de la vulnérabilité* à mettre en œuvre (batardeau, déplacement ou rehausse d'équipements, découplage de réseau électrique...)
- **dans un délai de 3 ans à compter de la date d'approbation du présent PPRi**, la collectivité devra avoir réalisé les travaux et mesures de réduction de la vulnérabilité* préconisés par

l'étude

R. 4 : OPERATIONS DE RENOUVELLEMENT URBAIN*

Sous réserve du respect des prescriptions énoncées dans les dispositions générales, sont autorisées les opérations de renouvellement urbain* dans les conditions cumulatives suivantes :

- l'opération doit permettre une réduction de la vulnérabilité globale* sur le périmètre de renouvellement urbain désigné,
- les conditions d'écoulements de l'eau ne doivent être aggravées ni à l'amont ni à l'aval de l'opération,
- si l'opération entraîne une **modification significative de l'emprise au sol* bâtie** sur le secteur de renouvellement urbain, une étude sera réalisée afin d'en connaître les conséquences sur le fonctionnement hydraulique du périmètre,
- l'opération ne doit pas conduire à la **création** d'un établissement de gestion de crise* ou recevant du public sensible* ou proposant un accueil de nuit*,
- si le projet implique la réalisation de **constructions neuves**, de **démolitions-reconstructions** ou de **changements de destination*** :
 - pour les surfaces à usage **d'habitation ou proposant un accueil de nuit** : le 1^{er} plancher habitable* devra se situer au-dessus de la cote de référence* à laquelle il convient d'ajouter 30 cm,
 - pour les **autres activités** : le 1^{er} plancher habitable* sera réalisé au-dessus de la cote de référence* augmentée de 30 cm sauf dans le cas d'une contrainte technique liée la hauteur d'eau*, auquel cas un niveau habitable refuge* sera réalisé au-dessus de cette cote réévaluée,
- si le projet implique des opérations de **réhabilitation** ou **rénovation** :
 - un niveau habitable refuge* sera réalisé au-dessus de la cote de référence* à laquelle il convient d'ajouter 30

cm,

- le projet devra respecter les prescriptions de l'**article 3 des dispositions générales**.

secteur Ra (zone rouge)

CARACTÈRE DU SECTEUR :

Il s'agit d'un secteur qui correspond aux secteurs soumis à un aléa très fort, fort ou moyen² situés à l'arrière d'un ouvrage longitudinal et susceptible de subir un sur-aléa en cas de rupture de cet ouvrage sous la pression de la crue.

Eu égard aux caractéristiques du risque inondation dans cette zone, il est indispensable d'imposer aux constructions et aménagements, nouveaux ou non, des contraintes fortes.

Dès lors, pour l'ensemble du secteur Ra, les règles édictées par le présent règlement sont fondées sur le principe général suivant : **tout ce qui n'est pas expressément autorisé et réglementé est interdit.**

Ra.1 :

OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES

Sont interdites toutes les occupations et utilisations du sol nouvelles ainsi que toutes les interventions sur les ouvrages, terrains et constructions existantes, autres que celles expressément mentionnées aux articles R.2, R.3

²Voir définition dans le chapitre 3.II.2.4 – qualification de l'aléa du rapport de présentation

Ra. 2 : OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL ADMISES SOUS CONDITIONS

Ra. 2.1. OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL NOUVELLES

Sous réserve du respect des prescriptions énoncées dans les dispositions générales, sont seules admises les occupations et utilisations du sol suivantes :

- Les **infrastructures** publiques* et les travaux nécessaires à leur réalisation. Les parcs de stationnement nouveaux sont toutefois interdits.
- Les **réseaux d'assainissement ou de distribution*** étanches à l'eau de crue et munis de dispositifs assurant leur fonctionnement en cas de crue ainsi que les constructions **strictement nécessaires** à leur fonctionnement dans la limite de **20 m² d'emprise au sol***.
- Les **réseaux d'irrigation et de drainage**, et les constructions **strictement nécessaires** à leur fonctionnement dans la limite de **20 m² d'emprise au sol***.
- Les **captages d'eau potable** et les constructions **strictement nécessaires** à leur fonctionnement.
- Les **installations, ouvrages et travaux divers** destinés à améliorer l'écoulement ou le stockage des eaux ou à réduire le risque.
- Les **annexes*** d'une emprise au sol* inférieure ou égale à **30 m²** et à raison d'une seule annexe* par construction, dans le respect des conditions cumulatives suivantes :
 - qu'elles ne comportent aucune pièce de vie telles que : chambre, bureau, salon, séjour, salle à manger, cuisine, atelier... à l'exception des cuisines d'été ouvertes,
 - qu'elles respectent **l'article 3 des dispositions générales**.

NOTA : postérieurement à la date d'approbation du PPRi, une seule annexe* par construction existante avec emprise au sol* inférieure ou égale à **30 m²** est autorisée.

- Les **abris ouverts liés à une construction existante** et totalement transparents* à l'écoulement de l'eau pour toutes les façades créées dans le cadre de la demande, sans limitation d'emprise au sol*, sous réserve du respect de **l'article 3 des dispositions générales**.
- La **reconstruction après sinistre** est **interdite** si ce dernier est dû à un évènement naturel* et si le site est concerné par un risque naturel de nature à mettre en danger la sécurité des occupants. **Sinon**, elle devra respecter les conditions cumulatives suivantes :
 - la reconstruction s'effectuera dans la limite de la surface de plancher* et de l'emprise au sol* existante avant le sinistre, et ne devra pas augmenter la vulnérabilité* du bâtiment.
 - en cas de reconstruction de plancher habitable*, celui-ci devra se situer au-dessus de la cote de référence* augmentée de 30 cm, sauf contrainte technique liée la hauteur d'eau* auquel cas un niveau habitable refuge* devra être créé au-dessus de cette cote réévaluée,
 - le projet devra respecter **l'article 3 « prescriptions de nature à réduire la vulnérabilité des projets »**.
- Les **clôtures** perméables à l'eau (exemple : grillage, barrière bois ou PVC...).
- Les **citernes, les systèmes d'assainissement et les cuves à fuel** liées et nécessaires à une construction existante à condition :
 - que les orifices non étanches soient situés au-dessus de la cote de référence* augmentée de 30 cm,
 - d'être lestées et ancrées au sol.

- Les **exhaussements et/ou affouillements de sol** strictement nécessaires aux constructions autorisées et à leur accès*.

Ra. 2.2. OUVRAGES ET CONSTRUCTIONS EXISTANTS* RÉGULIÈREMENT AUTORISÉS :

Sous réserve du respect des prescriptions énoncées dans les dispositions générales, sont autorisés :

- L'entretien et la mise aux normes des **infrastructures publiques** existantes.
- L'entretien et la mise aux normes des **réseaux d'assainissement ou de distribution*** et **l'extension*** des constructions **strictement nécessaires** à leur fonctionnement dans la limite de **20 m²** (existant + extension*).
- L'entretien et la mise aux normes des **réseaux d'irrigation et de drainage**, et **l'extension*** des constructions **strictement nécessaires** à leur fonctionnement dans la limite de **20 m²** (existant + extension*).
- L'entretien et la mise aux normes des **captages d'eau potable** et **l'extension*** des constructions **strictement nécessaires** à leur fonctionnement.
- L'entretien, la mise aux normes et l'extension limitée des **constructions et installations nécessaires à l'entretien, à l'exploitation et au renouvellement des ouvrages hydrauliques et hydroélectriques**.
- **L'extension*** des **équipements publics ne recevant pas de public** (station d'épuration, local technique...) à l'exception des établissements de gestion de crise* dans le respect des conditions cumulatives suivantes :
 - l'extension* devra être **inférieure ou égale à 30 %** de l'emprise au sol* existante,
 - en cas d'extension d'un bâtiment lié au fonctionnement de l'équipement et accueillant du personnel, le 1^{er} plancher habitable* devra être implanté au-dessus de la cote de référence* à laquelle il conviendra d'ajouter 30 cm,
 - l'extension* devra respecter **l'article 3 des dispositions générales**.

- Les **extensions* limitées** des bâtiments existants pour le respect des réglementations en vigueur.
- Le **changement de destination*** dans le respect des conditions cumulatives suivantes :
 - le changement de destination ne doit pas conduire à une augmentation de la vulnérabilité*,
 - le changement de destination* ne doit pas conduire à la **suppression** du niveau refuge* d'un logement ou d'une activité existante ;
 - des mesures de réduction de la vulnérabilité* doivent être mises en œuvre.
- L'**aménagement intérieur** (rénovation et réhabilitation, transformation d'un garage en surface de plancher*...) des bâtiments dans le respect des conditions cumulatives suivantes :
 - l'aménagement ne doit pas conduire à une augmentation de la vulnérabilité* ;
 - l'aménagement ne doit pas conduire à la **suppression** du niveau refuge* d'un logement ou d'une activité existante ;
 - Dans le cas de la création d'un nouveau plancher habitable*, celui-ci sera créé au-dessus de la cote de référence* à laquelle il conviendra d'ajouter 30 cm,
 - un niveau habitable refuge* (s'il n'en existe pas) par logement ou pour les destinations de la catégorie 1* (cf glossaire page 55) sera créé au-dessus de la cote de référence* à laquelle il conviendra d'ajouter 30 cm,
 - le projet devra respecter **l'article 3 des dispositions générales.**
 - Les **travaux d'entretien et de gestion courante** des bâtiments: traitements et modifications de façades, réfection de toitures (y compris pose de panneaux photovoltaïques)... dans le respect de **l'article 3 des dispositions générales.**

SECTEUR Rep (zone rouge)

CARACTÈRE DU SECTEUR : *Il s'agit d'une zone qui correspond :*

Au secteur soumis à un aléa fort³, correspondant à des enjeux économiques particuliers (voir détails dans le rapport de présentation – chapitre Enjeux)

Eu égard aux caractéristiques du risque inondation dans ce secteur, il est indispensable d'imposer aux constructions et aménagements, nouveaux ou non, des contraintes fortes.

Dans cette zone ont été identifiés des bâtiments (en violet sur le zonage), dont la partie basse est inondable alors que la partie haute et son accès sont hors d'eau. Pour la partie hors d'eau de ces bâtiments, des règles spécifiques sont appliquées (cf. fin du paragraphe Rep. 2.2.).

Dès lors, pour l'ensemble du secteur Rep, les règles édictées par le présent règlement sont fondées sur le principe général suivant : **tout ce qui n'est pas expressément autorisé et réglementé est interdit.**

Rep.1 :

OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES

Sont interdites toutes les occupations et utilisations du sol nouvelles ainsi que toutes les interventions sur les ouvrages, terrains et constructions existantes, autres que celles expressément mentionnées aux articles Rep.2, Rep.3 et Rep.4.

³Voir définition dans le chapitre 3.II.2.4 – qualification de l'aléa du rapport de présentation

Rep. 2 : OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL ADMISES SOUS CONDITIONS

Rep. 2.1. OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL NOUVELLES

Sous réserve du respect des prescriptions énoncées dans les dispositions générales, sont seules admises les occupations et utilisations du sol suivantes :

- Les **infrastructures** publiques* et les travaux nécessaires à leur réalisation. Les parcs de stationnement nouveaux sont toutefois interdits.
- Les **réseaux d'assainissement ou de distribution*** étanches à l'eau de crue et munis de dispositifs assurant leur fonctionnement en cas de crue ainsi que les constructions **strictement nécessaires** à leur fonctionnement dans la limite de **20 m² d'emprise au sol***.
- Les **réseaux d'irrigation et de drainage**, et les constructions **strictement nécessaires** à leur fonctionnement dans la limite de **20 m² d'emprise au sol***.
- Les **captages d'eau potable** et les constructions **strictement nécessaires** à leur fonctionnement.
- Les **micro-centrales hydro-électriques** et les constructions **strictement nécessaires** à leur fonctionnement.
- Les **installations, ouvrages et travaux divers** destinés à améliorer l'écoulement ou le stockage des eaux ou à réduire le risque.
- Les **carrières ou gravières** sans installation ni stockage ou traitement des matériaux susceptibles de gêner l'écoulement des eaux.
- Les **annexes*** d'une emprise au sol* inférieure ou égale à **30 m²**, dans le respect des conditions cumulatives suivantes :

- qu'elles ne comportent aucune pièce de vie telles que : chambre, bureau, salon, séjour, salle à manger, cuisine, atelier... à l'exception des cuisines d'été ouvertes,
- qu'elles respectent **l'article 3 des dispositions générales**.

NOTA : postérieurement à la date d'approbation du PPRi, une seule annexe* par construction existante avec emprise au sol* inférieure ou égale à **30 m²** est autorisée.

- Les **abris ouverts liés à une construction existante** et totalement transparents* à l'écoulement de l'eau pour toutes les façades créées dans le cadre de la demande, sans limitation d'emprise au sol*, sous réserve du respect de **l'article 3 des dispositions générales**.
- La **reconstruction après sinistre** si ce dernier n'est pas dû à un évènement naturel* et si le site n'est pas concerné par un risque naturel de nature à mettre en danger la sécurité des occupants. Elle devra respecter les conditions cumulatives suivantes :
 - la reconstruction s'effectuera dans la limite de la surface de plancher* et de l'emprise au sol* existante avant le sinistre, et ne devra pas augmenter la vulnérabilité* du bâtiment.
 - en cas de reconstruction de plancher habitable*, celui-ci devra se situer au-dessus de la cote de référence* augmentée de 30 cm, sauf contrainte technique liée la hauteur d'eau* auquel cas un niveau habitable refuge* devra être créé au-dessus de cette cote réévaluée,
 - le projet devra respecter **l'article 3 « prescriptions de nature à réduire la vulnérabilité des projets »**.
- Les **clôtures** perméables à l'eau (exemple : grillage, barrière bois ou PVC...).
- Les **citernes, les systèmes d'assainissement et les cuves à fuel** liées et nécessaires à une construction existante à condition :

- que les orifices non étanches soient situés au-dessus de la cote de référence* augmentée de 30 cm,
 - d'être lestées et ancrées au sol.
- Les **exhaussements et/ou affouillements de sol** strictement nécessaires aux constructions autorisées et à leur accès*.

Rep. 2.2. OUVRAGES ET CONSTRUCTIONS EXISTANTS* RÉGULIÈREMENT AUTORISÉS :

Sous réserve du respect des prescriptions énoncées dans les dispositions générales, sont autorisés :

- L'entretien et la mise aux normes des **infrastructures publiques** existantes.
- L'entretien et la mise aux normes des **réseaux d'assainissement ou de distribution*** et **l'extension*** des constructions **strictement nécessaires** à leur fonctionnement dans la limite de **20 m²** (existant + extension*).
- L'entretien et la mise aux normes des **réseaux d'irrigation et de drainage**, et **l'extension*** des constructions **strictement nécessaires** à leur fonctionnement dans la limite de **20 m²** (existant + extension*).
- L'entretien et la mise aux normes des **captages d'eau potable** et **l'extension*** des constructions **strictement nécessaires** à leur fonctionnement.
- L'entretien, la mise aux normes et l'extension limitée des **constructions et installations nécessaires à l'entretien, à l'exploitation et au renouvellement des ouvrages hydrauliques et hydroélectriques.**
- **L'extension* des bâtiments à usage d'activité*** dans le respect des conditions cumulatives suivantes :
 - l'extension* doit être **strictement** liée et nécessaire à l'activité existante,
 - le personnel accueilli ne devra pas augmenter de manière sensible,

- en tout état de cause, l'extension* proposée devra impliquer une réduction de la vulnérabilité* de l'ensemble de l'établissement,
- l'extension* devra être **inférieure ou égale à 30 %** de la surface de plancher existante.
- le 1^{er} plancher* sera réalisé au-dessus de la cote de référence* à laquelle il conviendra d'ajouter 30 cm sauf contrainte technique liée la hauteur d'eau* auquel cas un niveau habitable refuge* dimensionné pour l'ensemble de l'établissement (s'il n'existe pas) devra être créé au-dessus de la cote de référence* à laquelle il conviendra d'ajouter 30 cm.
- les conditions d'écoulements de l'eau ne devront pas être aggravées de manière significative à l'amont ou à l'aval de l'opération*,
- l'extension* en emprise au sol devra être **inférieure ou égale à 30 % de l'emprise existante**, dans la limite de 300 m² d'emprise au sol*,
- l'extension* devra respecter les prescriptions de **l'article 3 des dispositions générales**.

NOTA : postérieurement à la date d'approbation du PPRi, une seule extension par construction existante est autorisée.

- **L'extension* des équipements publics ne recevant pas de public** (station d'épuration, local technique...) à l'exception des établissements de gestion de crise* dans le respect des conditions cumulatives suivantes :
 - l'extension* devra être **inférieure ou égale à 30 %** de l'emprise au sol* existante,
 - en cas d'extension d'un bâtiment lié au fonctionnement de l'équipement et accueillant du personnel, le 1^{er} plancher habitable* devra être implanté au-dessus de la cote de référence* à laquelle il conviendra d'ajouter 30 cm,
 - l'extension* devra respecter **l'article 3 des dispositions générales**.
- Les **extensions* limitées** des bâtiments existants pour le respect des réglementations en vigueur.

- Le **changement de destination*** dans le respect des conditions cumulatives suivantes :
 - le changement de destination ne doit pas conduire à une augmentation de la vulnérabilité*,
 - le changement de destination* ne doit pas conduire à la **suppression** du niveau refuge* d'un logement ou d'une activité existante ;
 - des mesures de réduction de la vulnérabilité* doivent être mises en œuvre.
- L'**aménagement intérieur** (rénovation et réhabilitation transformation d'un garage en surface de plancher*...) des bâtiments dans le respect des conditions cumulatives suivantes :
 - l'aménagement ne doit pas conduire à une augmentation de la vulnérabilité* ;
 - l'aménagement ne doit pas conduire à la **suppression** du niveau refuge* d'un logement ou d'une activité existante ;
 - Dans le cas de la création d'un nouveau plancher habitable*, celui-ci sera créé au-dessus de la cote de référence* à laquelle il conviendra d'ajouter 30 cm,
 - un niveau habitable refuge* (s'il n'en existe pas) par logement ou pour les destinations de la catégorie 1* (cf glossaire page 55) sera créé au-dessus de la cote de référence* à laquelle il conviendra d'ajouter 30 cm,
 - le projet devra respecter l'**article 3 des dispositions générales**.
- Les **travaux d'entretien et de gestion courante** des bâtiments: traitements et modifications de façades, réfection de toitures (y compris pose de panneaux photovoltaïques)... dans le respect de l'**article 3 des dispositions générales**.

De plus, pour les **bâtiments identifiés en violet** sur le zonage, sont autorisés, pour les **niveaux situés au-dessus de la cote de référence, étant entendu que pour les niveaux situés en-dessous de la cote de référence, le règlement du secteur « Rep » s'applique pleinement** :

- **L'extension***, si celle-ci n'entraîne pas une augmentation de l'emprise au sol supérieure à 300 m² sur la zone « R », sous réserve de conserver un accès hors d'eau.
- **Le changement de destination, l'aménagement intérieur** (rénovation et réhabilitation) sans limite de surface, sous réserve de conserver un accès hors d'eau.
- La **reconstruction après démolition** dans les conditions suivantes :
 - L'emprise au sol de la reconstruction ne devra pas dépasser l'emprise initiale ;
 - le **1^{er} plancher habitable*** sera réalisé au-dessus de la cote de référence* augmentée de 30 cm et devra disposer d'un accès hors d'eau,
 - le projet devra respecter l'**article 3 des dispositions générales**.

REP. 4 : OPERATIONS DE RENOUVELLEMENT URBAIN*

Sous réserve du respect des prescriptions énoncées dans les dispositions générales, sont autorisées les opérations de renouvellement urbain* dans les conditions cumulatives suivantes :

- l'opération doit permettre une réduction de la vulnérabilité* globale sur le périmètre de renouvellement urbain désigné,
- les conditions d'écoulements de l'eau ne doivent être aggravées ni à l'amont ni à l'aval de l'opération,
- si l'opération entraîne une **modification significative de l'emprise au sol* bâtie** sur le secteur de renouvellement urbain, une étude sera réalisée afin d'en connaître les conséquences sur le fonctionnement hydraulique du périmètre,
- l'opération ne doit pas conduire à la **création** d'un établissement de gestion de crise* ou recevant du public sensible* ou proposant un accueil de nuit*,
- si le projet implique la réalisation de **constructions**

neuves, de démolitions-reconstructions ou de changements de destination* :

- pour les surfaces à usage **d'habitation ou proposant un accueil de nuit** : le 1^{er} plancher habitable* devra se situer au-dessus de la cote de référence* à laquelle il convient d'ajouter 30 cm,
- pour les **autres activités** : le 1^{er} plancher habitable* sera réalisé au-dessus de la cote de référence* augmentée de 30 cm sauf dans le cas d'une contrainte technique liée la hauteur d'eau*, auquel cas un niveau habitable refuge* sera réalisé au-dessus de cette cote réévaluée,
- si le projet implique des opérations de **réhabilitation** ou **rénovation** :
 - un niveau habitable refuge* sera réalisé au-dessus de la cote de référence* à laquelle il convient d'ajouter 30 cm,
- le projet devra respecter les prescriptions de **l'article 3 des dispositions générales**.

SECTEUR Rs (zone rouge)

CARACTERE DU SECTEUR :

Il s'agit d'un secteur soumis à un aléa fort ou modéré⁴ correspondant à une zone de stationnement ouverte au public dédiée aux aménagements existants dans l'emprise de la zone inondable.

Eu égard aux caractéristiques du risque inondation dans ce secteur, il est indispensable d'imposer aux constructions et aménagements, nouveaux ou non, des contraintes fortes.

Dès lors, pour l'ensemble du secteur Rs, les règles édictées par le présent règlement sont fondées sur le principe général suivant : **tout ce qui n'est pas expressément autorisé et réglementé est interdit.**

Rs.1 :

OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES

Sont interdites toutes les occupations et utilisations du sol nouvelles ainsi que toutes les interventions sur les ouvrages, terrains et constructions existantes, autres que celles expressément mentionnées à l'article Rs.2.

⁴Voir définition dans le chapitre 3.II.2.4 – qualification de l'aléa du rapport de présentation

Rs. 2 : OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL ADMISES SOUS CONDITIONS

Rs. 2.1. OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL NOUVELLES

Sous réserve du respect des prescriptions énoncées dans les dispositions générales, sont seules admises les occupations et utilisations du sol suivantes :

- Les **infrastructures** publiques* et travaux nécessaires à leur réalisation.
- Les **réseaux d'assainissement ou de distribution*** étanches à l'eau de crue et munis de dispositifs assurant leur fonctionnement en cas de crue ainsi que les constructions **strictement nécessaires** à leur fonctionnement dans la limite de **20 m² d'emprise au sol***.
- Les **réseaux d'irrigation et de drainage**, et les constructions **strictement nécessaires** à leur fonctionnement dans la limite de **20 m² d'emprise au sol***.
- Les **installations, ouvrages et travaux divers** destinés à améliorer l'écoulement ou le stockage des eaux ou à réduire le risque.
- Les **abris ouverts** totalement transparents* à l'écoulement de l'eau pour toutes les façades créées dans le cadre de la demande, d'une emprise au sol* inférieure à 100 m² et sous réserve du respect de **l'article 3 des dispositions générales**.
- Les **clôtures** perméables à l'eau (exemple : grillage, barrière bois ou PVC...).

Rs. 2.2. OUVRAGES ET CONSTRUCTIONS EXISTANTS* RÉGULIÈREMENT AUTORISÉS :

Sous réserve du respect des prescriptions énoncées dans les dispositions générales, sont autorisés :

- L'entretien et la mise aux normes des **infrastructures**

publiques existantes.

- L'entretien et la mise aux normes des **réseaux d'assainissement ou de distribution*** et **l'extension*** des constructions **strictement nécessaires** à leur fonctionnement dans la limite de **20 m²** (existant + extension*).
- L'entretien et la mise aux normes des **réseaux d'irrigation et de drainage, et l'extension*** des constructions **strictement nécessaires** à leur fonctionnement dans la limite de **20 m²** (existant + extension*).
- **Les travaux d'entretien et de gestion courante des bâtiments:** traitements et modifications de façades, réfection de toitures (y compris pose de panneaux photovoltaïques)... dans le respect de **l'article 3 des dispositions générales.**

Rs. 3 :

PRESCRIPTIONS APPLICABLES AUX AMENAGEMENTS EXISTANTS

Devront être réalisées par le gestionnaire des aménagements existants dans le secteur, dans un délai de 2 ans suivant l'approbation du présent PPRi, les actions suivantes :

- L'inondabilité du secteur devra être affichée de façon claire et aisément accessible par les usagers ;
- Un plan d'évacuation et de mise en sécurité des usagers devra être mis en place en lien avec le Plan Communal de Sauvegarde ;
- Des mesures devront être prises afin d'interdire physiquement l'accès au secteur à tous les usagers en cas de risque de crue.

Rs. 4 :**RECOMMANDATIONS :****RÉDUCTION DE LA VULNÉRABILITÉ DES STATIONNEMENTS EXISTANTS SITUÉS DANS LA ZONE INONDABLE**

Il est également recommandé, pour les zones de stationnement situées dans l'emprise de la zone inondable, de rechercher une possibilité de transfert vers un site hors de l'emprise de la zone inondable ou, à tout le moins, vers un site moins exposé.

ZONE B (zone bleue)

CARACTERE DE LA ZONE :

Il s'agit d'une zone soumise à un aléa modéré⁵ en zone urbanisée.

Dans cette zone, **sont définis deux secteurs particuliers intitulés « B1 »** correspondants aux zones soumises à un aléa en cas de surverse à l'entrée de la couverture du ruisseau de Concise. Ces secteurs sont soumis à des clauses particulières précisées dans le présent chapitre.

Eu égard aux caractéristiques du risque inondation dans cette zone, il est possible d'imposer aux constructions et aménagements, nouveaux ou non, des contraintes modérées.

Dès lors, pour l'ensemble de cette zone, les règles édictées par le présent règlement sont fondées sur le principe général suivant : **tout ce qui n'est pas expressément interdit ou réglementé est autorisé sans condition.**

B.1 :

OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES

Sont interdites les occupations et utilisations du sol suivantes :

- La création de **camping**,
- Les établissements de **gestion de crise***,
- La création d'**établissements recevant du public sensible***
- Les **parcs de stationnement ouverts au public**,

⁵Voir définition dans le chapitre 3.II.2.4 – qualification de l'aléa du rapport de présentation

- La **reconstruction** en cas de sinistre, si ce dernier est dû à un évènement naturel* et si le site est concerné par un risque naturel de nature à mettre en danger la sécurité des occupants,
- Les **affouillements et exhaussements de sols** non mentionnés à l'article B 2.1.

B. 2 : OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL ADMISES SOUS CONDITIONS

B.2.1. OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL NOUVELLES

Sous réserve du respect des prescriptions énoncées dans les dispositions générales, sont autorisés :

- Les **réseaux d'assainissement et de distribution*** sous réserve qu'ils soient étanches à l'eau de crue et munis de dispositifs assurant leur fonctionnement en cas de crue et qu'ils respectent **l'article 3 des dispositions générales**.
- La **reconstruction après sinistre** si ce dernier n'est pas dû à un évènement naturel* et si le site n'est pas concerné par un risque naturel de nature à mettre en danger la sécurité des occupants.
 - elle s'effectuera **à l'identique** ;
 - **ou** en cas de reconstruction de plancher habitable*, celui-ci sera réalisé au-dessus de la cote de référence* **ou, 0,50m au-dessus du terrain** naturel dans les **secteurs B1**,
 - le projet devra respecter **l'article 3 « prescriptions de nature à réduire la vulnérabilité* des projets »**.
- La **reconstruction après démolition** dans les conditions suivantes :

- le 1^{er} plancher habitable* sera réalisé au-dessus de la cote de référence* **ou 0,50m au-dessus du terrain** naturel dans les **secteurs B1**,
 - le projet devra respecter l'**article 3 des dispositions générales**.
- Les **constructions à usage agricole et les annexes* qui y sont liées** sous réserve du respect des conditions suivantes :
- si elles sont destinées à recevoir des animaux, le 1^{er} plancher* sera réalisé au-dessus de la cote de référence*,
 - le projet devra respecter l'**article 3 des dispositions générales**.
- Les **constructions à usage d'activités* et les annexes* qui y sont liées** sous réserve du respect des conditions suivantes :
- le 1^{er} plancher* sera réalisé au-dessus de la cote de référence* **ou, 0,50m au-dessus du terrain** naturel dans les **secteurs B1**,
 - le projet devra respecter l'**article 3 des dispositions générales**.
- Les **établissements ou équipements recevant du public non sensible* et les annexes* qui y sont liées** sous réserve du respect des conditions suivantes :
- le 1^{er} plancher* sera réalisé au-dessus de la cote de référence* **ou, 0,50m au-dessus du terrain** naturel dans les **secteurs B1**,
 - le projet devra respecter l'**article 3 des dispositions générales**.
- Les **établissements recevant du public sensible* sans accueil de nuit et les annexes* qui y sont liées** sous réserve du respect des conditions suivantes :
- le 1^{er} plancher* sera réalisé au-dessus de la cote de référence* **ou, 0,50m au-dessus du terrain** naturel dans les **secteurs B1**,
 - un dispositif garantissant la sécurité du public reçu

(évacuation ou mise en sécurité et interdiction d'accès) devra être mis en place,

- le projet devra respecter l'**article 3 des dispositions générales**.

➤ Les **équipements publics ne recevant pas du public** (station d'épuration, local technique...) à l'exception des établissements de gestion de crise* sous réserve du respect des conditions suivantes :

- le 1^{er} plancher* sera réalisé au-dessus de la cote de référence* **ou, 0,50m au-dessus du terrain** naturel dans les **secteurs B1**,
- le projet devra respecter l'**article 3 des dispositions générales**,

➤ Les **constructions à usage d'habitation et les annexes* qui y sont liées (hors piscines, traitées plus loin)** sous réserve des conditions suivantes :

- le 1^{er} plancher habitable* sera réalisé au-dessus de la cote de référence* **ou, 0,50m au-dessus du terrain** naturel dans les **secteurs B1**,
- le projet devra respecter l'**article 3 des dispositions générales**.

➤ Les **piscines enterrées**, sous réserve :

- qu'elles soient liées à une construction existante, ou à un projet de construction d'habitation, d'hôtel ou un autre hébergement touristique existant ou projeté et autorisé,
- que leur emprise soit matérialisée par un dispositif perméable à l'eau d'une hauteur minimum de 1,10 mètre afin d'être visible en cas de submersion.

➤ Les **clôtures** perméables à l'eau (exemple : grillage, barrière bois ou PVC...).

➤ Les **citernes, les fosses septiques et les cuves à fuel** liées et nécessaires à une construction existante à condition :

- que les orifices non étanches soient situés au-dessus de la cote de référence*, **ou, 0,50m au-dessus du terrain naturel dans les secteurs B1,**
 - d'être lestées et ancrées au sol.
- Les **exhaussements et/ou affouillements de sol** strictement nécessaires aux constructions autorisées et à leur accès*.
- Les **ouvrages de productions d'énergies renouvelables** dans les conditions suivantes :
- les installations seront implantées de manière à ne pas entraver le libre écoulement des eaux*,
 - les installations disposeront d'ancrages au sol à même de résister aux caractéristiques de la crue,
 - les installations techniques sensibles à l'eau (installations électriques, chambres de tirage, armoires électriques...) seront réalisées au-dessus de la cote de référence* **ou, 0,50m au-dessus du terrain naturel dans les secteurs B1,**
- Les **aménagements de terrains** en plein air, de sport et de loisirs avec ou sans construction dans les conditions suivantes :
- le 1^{er} plancher* de la construction sera réalisé au-dessus de la cote de référence, **ou, 0,50m au-dessus du terrain naturel dans les secteurs B1,**
 - le projet devra respecter **l'article 3 des dispositions générales,**
 - l'ensemble des éléments accessoires (bancs, tables, portiques...) seront ancrés au sol.

B.2.2. OUVRAGES ET CONSTRUCTIONS EXISTANTS* RÉGULIÈREMENT AUTORISÉS :

Sous réserve du respect des prescriptions énoncées dans les dispositions générales, sont autorisés :

- Les **extensions*** des **bâtiments** à usage **agricole** dans les conditions suivantes :

- si elles sont destinées à recevoir des animaux, le 1^{er} plancher* sera réalisé au-dessus de la cote de référence*,
 - l'extension* devra respecter l'**article 3 des dispositions générales**.
- Les **extensions*** des **bâtiments** à usage d'**activité*** dans les conditions suivantes :
- le 1^{er} plancher* sera réalisé au-dessus de la cote de référence* **ou, 0,50m au-dessus du terrain** naturel dans les **secteurs B1**,
 - le projet devra respecter l'**article 3 des dispositions générales**.
- Les **extensions*** des **établissements ou équipements recevant du public non sensible *** dans les conditions suivantes :
- le 1^{er} plancher* sera réalisé au-dessus de la cote de référence* **ou, 0,50m au-dessus du terrain** naturel dans les **secteurs B1**,
 - le projet devra respecter l'**article 3 des dispositions générales**.
- Les **extensions*** des **établissements recevant du public sensible*** et les **annexes*** qui y sont liées sous réserve des conditions suivantes :
- le 1^{er} plancher* sera réalisé au-dessus de la cote de référence* **ou, 0,50m au-dessus du terrain** naturel dans les **secteurs B1**,
 - en cas d'accueil de nuit, l'extension* devra conduire à une réduction de la vulnérabilité* de l'établissement,
 - s'il n'existe pas, un dispositif garantissant la sécurité du public reçu (évacuation ou mise en sécurité et interdiction d'accès) devra être mis en place,
 - le projet devra respecter l'**article 3 des dispositions générales**.

- **L'extension*** des **équipements publics ne recevant pas de public** (station d'épuration,-local technique...) à l'exception des établissements de gestion de crise*) dans le respect des conditions cumulatives suivantes :
 - le 1^{er} plancher* sera réalisé au-dessus de la cote de référence* **ou, 0,50m au-dessus du terrain** naturel dans les **secteurs B1**,
 - l'extension* devra respecter **l'article 3 des dispositions générales**.
- Les **extensions*** des **bâtiments** à usage d'**habitation** dans les conditions suivantes :
 - le 1^{er} plancher habitable* de l'extension* sera réalisé au-dessus de la cote de référence* **ou, 0,50m au-dessus du terrain** naturel dans les **secteurs B1**,
 - le projet devra respecter **l'article 3 des dispositions générales**.
- **Le changement de destination*** des bâtiments existants dans les conditions suivantes :
 - le changement de destination ne devra pas conduire à la création d'un établissement recevant du public sensible* proposant un accueil de nuit* ou à un établissement de gestion de crise*,
 - le projet ne doit pas conduire à **la suppression** du niveau habitable refuge* d'un logement ou d'une activité (toutes destinations) existante.
 - Le changement de destination ne doit pas conduire à augmenter la vulnérabilité* des planchers situés au-dessous de la cote de référence,
 - Tout plancher habitable* supplémentaire créé (par construction ou transformation de plancher en plancher habitable) devra se situer au-dessus de la cote de référence*, ou, 0,50m au-dessus du terrain naturel dans les secteurs B1, pour chaque activité (toutes destinations) créée,
 - chaque logement ou local d'activité (toutes destinations) devra disposer d'un niveau habitable refuge* situé au-dessus de la cote de référence **ou, 0,50m au-dessus du**

terrain naturel dans les secteurs B1.

- le projet respectera l'**article 3 des dispositions générales**.
- **L'aménagement intérieur** (rénovation et réhabilitation transformation d'un garage en surface de plancher*...) des bâtiments dans les conditions suivantes :
 - le projet ne doit pas conduire à **la suppression** du niveau habitable refuge* d'un logement ou d'une activité (toutes destinations) existant ;
 - tout plancher habitable* supplémentaire créé (par construction ou transformation de plancher en plancher habitable) devra se situer au-dessus de la cote de référence*, **ou, 0,50m au-dessus du terrain naturel dans les secteurs B1.**
 - chaque logement ou local d'activité (toutes destinations) devra disposer d'un niveau habitable refuge* situé au-dessus de la cote de crue de référence **ou, 0,50m au-dessus du terrain naturel dans les secteurs B1.**
 - le projet devra respecter l'**article 3 des dispositions générales**.

B. 3 :**OPERATIONS DE RENOUVELLEMENT URBAIN***

Sous réserve du respect des prescriptions énoncées dans les dispositions générales, sont autorisées les opérations de renouvellement urbain* dans les conditions cumulatives suivantes :

- l'opération doit permettre une réduction de la vulnérabilité* globale sur le périmètre de renouvellement urbain désigné,
- les conditions d'écoulements de l'eau ne doivent être aggravées ni à l'amont ni à l'aval de l'opération,
- si l'opération entraîne une **modification significative de l'emprise au sol* bâtie** du secteur de renouvellement

urbain, une étude sera réalisée afin d'en connaître les conséquences sur le fonctionnement hydraulique du périmètre,

- l'opération ne doit pas conduire à la **création** d'un établissement de gestion de crise* ou recevant du public sensible* proposant un accueil de nuit*,
- si le projet implique la réalisation de **constructions neuves**, de **démolitions-reconstructions** ou de **changements de destination*** :
 - le 1^{er} plancher habitable* devra se situer au-dessus de la cote de référence* **ou, 0,50m au-dessus du terrain naturel** dans les **secteurs B1**,
- si projet implique des opérations de **réhabilitation** ou **renovation** :
 - un niveau habitable refuge* sera réalisé au-dessus de la cote de référence* **ou, 0,50m au-dessus du terrain naturel** dans les **secteurs B1**,
 - le projet devra respecter les prescriptions de l'**article 3 des dispositions générales**.

ZONE E (zone enclavée)

CARACTERE DE LA ZONE :

Il s'agit d'une zone enclavée dans la zone inondable. Elle correspond à des secteurs hors d'eau, mais entourés par de l'aléa modéré et dont le sous-sol est saturé d'eau en cas de crue.

Eu égard aux caractéristiques du risque lié à la proximité de l'aléa, il est nécessaire d'imposer aux constructions et aménagements, nouveaux ou non, des contraintes modérées.

Dès lors, pour l'ensemble de cette zone, les règles édictées par le présent règlement sont fondées sur le principe général suivant : **tout ce qui n'est pas expressément interdit ou réglementé est autorisé sans condition.**

E.1 : OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES

Sont interdites les occupations et utilisations du sol suivantes :

- La création de **camping**,
- Les établissements de **gestion de crise***,
- La création d'**établissements recevant du public sensible*** proposant un accueil de nuit (maison de retraite, hôpital...),
- La **création de planchers** au-dessous de la cote de référence,

E. 2 : OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL ADMISES SOUS CONDITIONS

E.2.1. OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL NOUVELLES

Sous réserve du respect des prescriptions énoncées dans les dispositions générales, sont autorisés :

- Les **réseaux d'assainissement et de distribution*** sous réserve qu'ils soient étanches à l'eau de crue et munis de dispositifs assurant leur fonctionnement en cas de crue.
- Les **équipements publics** nécessaires au fonctionnement des services publics et ne recevant pas du public ; en cas de construction accueillant du personnel, le plancher devra être réalisé au-dessus de la cote de référence*.
- La **reconstruction après sinistre** lorsque la destruction n'est pas liée à une inondation ou à un risque naturel* de nature à mettre en danger la sécurité des occupants, **soit à l'identique**, soit dans les conditions suivantes :
 - en cas de reconstruction de plancher, celui-ci sera réalisé au-dessus de la cote de référence*,
- Les **constructions à usage d'habitation, d'activités* ou agricole, les établissements recevant du public et les annexes* qui y sont liées, ainsi que la reconstruction après démolition**, sous réserve des conditions suivantes :
 - le 1^{er} plancher habitable* sera réalisé au-dessus de la cote de référence*,
 - les différents réseaux (assainissement, adduction d'eau potable...) devront intégrer des mesures visant à réduire les dommages qu'ils sont susceptibles de causer ou de subir en cas de crue (clapets anti-retour...),
- Les **citernes, les fosses septiques et les cuves à fuel** liées et nécessaires à une construction existante à condition :

- que les orifices non étanches soient situés au-dessus de la cote de référence*,
 - d'être lestées si elles sont enterrées.
- Les **aménagements de terrains** en plein air, de sport et de loisirs avec ou sans construction dans les conditions suivantes :
- le 1^{er} plancher* de la construction sera réalisé au-dessus de la cote de référence,
- Les **exhaussements et/ou affouillements de sol** sous réserve, qu'après terrassement, l'ensemble du terrain remodelé reste au-dessus de la cote de référence*

E.2.2. OUVRAGES ET CONSTRUCTIONS EXISTANTS* RÉGULIÈREMENT AUTORISÉS :

Sous réserve du respect des prescriptions énoncées dans les dispositions générales, sont autorisés :

- L'extension des **équipements publics** nécessaires au fonctionnement des services publics et ne recevant pas du public ; en cas de construction accueillant du personnel, le 1^{er} plancher* devra être réalisé au-dessus de la cote de référence*.
- Les **extensions*, changement de destination ou aménagement intérieur** (rénovation et réhabilitation transformation d'un garage en surface de plancher*...) des **constructions à usage agricole, d'activités* ou d'habitation, des établissements recevant du public et des annexes* qui y sont liées** sous réserve des conditions suivantes :
- le 1^{er} plancher habitable* créé sera réalisé au-dessus de la cote de référence*
 - le changement de destination ne devra pas conduire à la création d'un établissement recevant du public sensible* proposant un accueil de nuit* ou à un établissement de gestion de crise*.

MESURES GENERALES DE PREVENTION, DE PROTECTION ET DE SAUVEGARDE

1 Information de la population et des concessionnaires de réseaux

Tous les deux ans au moins à compter de l'approbation du présent PPR, en application de l'article L125-2 du code de l'environnement, les maires des communes concernées par le périmètre d'étude d'un PPR organiseront l'information des populations sur l'existence et le contenu du document, suivant des formes qui leur paraîtront adaptées, avec le concours possible des services de l'État.

Dans les six premiers mois suivant la mise en application du PPR, ils informeront les concessionnaires de réseaux présents sur les territoires qu'ils administrent, de l'existence et de la disponibilité des documents dans les mairies et à la préfecture de l'Ardèche.

2 Plan Communal de Sauvegarde

Dans un délai qui ne saurait excéder deux ans à compter de l'approbation du présent PPR, la commune élaborera un plan communal de sauvegarde (PCS).

Ce Plan Communal de Sauvegarde (PCS) approuvé par arrêté motivé du maire de la commune comprendra notamment :

- La liste et la description des enjeux nécessitant une prise en charge particulière en cas de crise (ERP à population sensible : écoles, maison de retraite... ; habitations et activités particulièrement exposées ; voiries et en particulier la voie douce...).

- la définition des moyens d'alerte qui seront utilisés pour avertir la population : sirène, communiqués radiodiffusés, etc ;
- la définition des lieux de rassemblement et d'hébergement provisoire en cas de survenance d'un désordre ou d'un sinistre le nécessitant ;
- la définition des moyens mis en réserve pour assurer l'hébergement provisoire et la sécurité sanitaire de la population.

Si ce PCS existe déjà, il devra être révisé pour prendre en compte le présent PPRi.

ANNEXE 1 : GLOSSAIRE

Accès.

Ce terme désigne un aménagement de faible surface permettant l'accès à une entrée de bâtiment (porte, garage). Sa conception devra tenir compte de l'obligation de ne pas faire obstacle à l'écoulement. Ainsi, son emprise et sa hauteur seront réduites au minimum nécessaire.

Annexe.

Une annexe est une construction accessoire, ouverte ou fermée, de dimension réduite (abris de jardin, garage, cuisine d'été ouverte, ...).

Elle doit être implantée à proximité de la construction existante afin de marquer le lien fonctionnel entre les deux constructions.

Elle peut être accolée ou non mais ne doit pas disposer d'un accès direct depuis la construction principale.

Abris de jardin.

Un abri de jardin est un local de petite dimension destiné au stockage du matériel agricole nécessaire à l'entretien et à l'exploitation des jardins potagers (jardins communaux, ouvriers...). Dans le cas où il est rattaché à une habitation, il est considéré comme une annexe.

Aires de jeux ou de loisirs.

On entend par aire de jeux ou de loisirs des aménagements publics au niveau sol sans création d'emprise au sol tels que des parcours sportifs, des balançoires ou des toboggans...

Aménagement intérieur.

On entend pas aménagement intérieur les travaux dans le volume d'une construction existante (sans modification d'emprise au sol) et sans changement de destination* : travaux de rénovation ou réhabilitation de planchers habitables* existants ou création de surface de plancher * supplémentaire (création d'un niveau supplémentaire ou changement d'un garage en chambre...).

Bande de sécurité.

Une bande de sécurité totalement inconstructible est définie derrière les digues. Sa largeur varie en fonction de la différence de niveau entre la cote de la crue de référence et le niveau du terrain situé à l'arrière de la digue (mise en charge de l'ouvrage).

Bâtiment à usage d'activité.

On considère qu'une construction est à usage d'activité lorsqu'elle recouvre une des destinations suivantes : artisanat (bâtiment non accessible au public), commerce de gros, industrie, entrepôt, bureau.

Changement de destination. (voir aussi **Vulnérabilité.**)

Il s'agit du passage de l'une à l'autre des catégories ou sous catégories suivantes :

- Exploitation agricole et/ou forestière
- Habitation :
 - logement

- hébergement
- Commerce et activités de service :
 - artisanat et commerce de détail
 - restauration
 - commerce de gros
 - activités de services où s'effectue l'accueil d'une clientèle
 - hébergement hôtelier et touristique
 - cinéma
- Équipements d'intérêt collectif et services publics :
 - locaux et bureaux accueillant du public des administrations publiques et assimilés
 - locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilés
 - établissements d'enseignement, de santé et d'action sociale
 - salles d'art et de spectacles
 - équipements sportifs
 - autres équipements recevant du public
- Autres activités des secteurs secondaire ou tertiaire :
 - industrie
 - entrepôt
 - bureau
 - centre de congrès et d'exposition

La transformation d'un garage en chambre ne constitue pas un changement de destination au sens du présent règlement mais doit être analysé comme une création de surface de plancher* dans le cadre d'un aménagement intérieur*.

Conditions d'écoulement de l'eau.

« Les conditions d'écoulement de l'eau ne doivent pas être aggravées de manière significative à l'amont ou à l'aval » d'une opération signifie que la demande d'autorisation devra démontrer, au besoin au travers d'une étude hydraulique si l'emprise du projet le justifie, que l'opération n'implique pas d'aggravation importante de l'aléa sur les surfaces situées à l'amont ou l'aval du terrain d'assiette de l'opération.

Construction existante.

Il s'agit de toute construction autorisée et pérenne, dont il subsiste une majorité d'éléments structurels remplissant leur fonction, existante à la date d'approbation du PPRi.

Contrainte technique liée à la hauteur d'eau.

Dans ce cas, la cote de la crue de référence au droit du projet est telle que le respect des prescriptions du présent règlement remet en cause la faisabilité de l'opération ou implique un coût manifestement disproportionné au vu de l'importance du projet (ex : hauteur sous plafond insuffisante rendant la surélévation du plancher impossible, problématique liée à l'accessibilité des personnes à mobilité réduite, hauteur d'eau imposant un 1^{er} plancher habitable en R+2...).

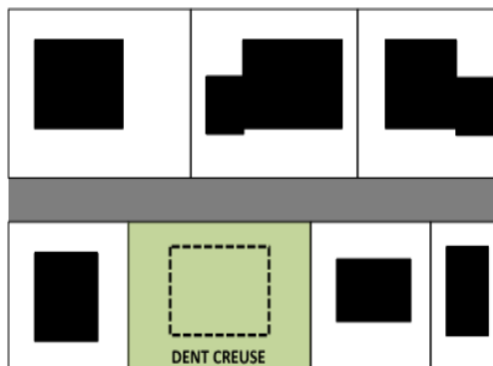
Cote de référence.

Les études réalisées pour la qualification des aléas, ont permis, dans la majeure partie des cas, de calculer des cotes de la ligne d'eau qui servent de référence.

La position des profils, iso-côtes et ouvrages correspondants aux différentes cotes figurent sur les plans de zonage réglementaire. Les cotes correspondantes aux profils et ouvrages figurent en annexe 2 du présent règlement.

Dent creuse.

À la différence d'un espace interstitiel, on appelle une dent creuse un espace non bâti de superficie limitée situé en zone urbanisée entre des parcelles déjà bâties. Elles sont jouxtées par au moins deux parcelles bâties (cf illustration ci-dessous).



Emprise au sol.

L'emprise au sol est la projection verticale du volume de la construction, tous débords et surplombs inclus.

Toutefois, les ornements (modénatures, marquises ou encorbellements...) ou les débords de toiture non soutenus par des poteaux ne créent pas d'emprise au sol.

Établissement recevant du public et proposant un accueil de jour.

On considère comme un établissement recevant du public (ERP) et proposant un accueil de jour tous les ERP qui ne disposent pas d'espace nuit. Ainsi, un commerce de détail (boulangerie, épicerie...) ou une activité où s'effectue l'accueil d'une clientèle (banque, restaurant...) est considéré comme un ERP proposant un accueil de jour.

Établissement recevant du public sensible.

Pour l'application du présent règlement, on distingue les ERP communs (commerces, restaurants, cinémas...) des ERP accueillant un public sensible (écoles, crèches, maisons de santé...).

Établissement recevant du public et proposant un accueil de nuit.

On considère comme un établissement recevant du public (ERP) et proposant un accueil de nuit tous les ERP qui proposent un hébergement (hôtels, maisons de retraite, hôpitaux...).

Établissements de gestion de crise

On entend par établissements de gestion de crise tous les établissements qui sont susceptibles d'être sollicités en cas de crise (mairie et ses locaux techniques, caserne de pompiers, gendarmerie, commissariat...).

Évènement naturel

Les évènements naturels susceptibles d'être présents sur la commune sont, au-delà du risque d'inondation, les risques de mouvement de terrain (y compris chute de blocs), et de feux de forêts.

Extension.

On entend par extension d'une construction existante une création de surface de plancher un agrandissement (fermeture de véranda, transformation d'un garage en pièce habitable, fermeture d'un abri accolé...). Elle est toujours de dimension inférieure à la construction existante et présente un lien physique et fonctionnel avec celle-ci.

Infrastructures publiques .

On entend par infrastructures publiques, l'ensemble des voies et aménagements publics pour tous modes de déplacement et de communication (notamment les voiries y compris voies douces, les embarcadères/débarcadères y compris l'aire de dépose qui y est liée).

Libre écoulement des eaux.

Le libre écoulement de l'eau peut être notamment perturbé par la mauvaise orientation d'un bâtiment.

Ainsi, bien qu'autorisée par le règlement, une construction qui serait implantée perpendiculairement au sens d'écoulement du cours d'eau en crue, ne peut être autorisée.

Matérialisation de l'emprise d'une piscine.

En cas de submersion du terrain par une hauteur d'eau faible, une piscine enterrée n'est plus visible et il y a un risque de noyade par chute dans le bassin. Il est donc impératif qu'un dispositif soit mis en place pour matérialiser l'emprise de la piscine. Si la piscine est clôturée, cette clôture remplit ce rôle, si elle ne l'est pas, il conviendra d'implanter un dispositif ad-hoc (piquets aux angles à minima).

Néanmoins, afin de préserver le libre écoulement de l'eau, les systèmes de matérialisation des piscines devront être perméables.

Matériaux insensibles à l'eau

Il convient d'utiliser pour les aménagements susceptibles d'être immergés des matériaux pour lesquels le contact avec l'eau ne conduit pas à des dégradations. Par exemple, tout matériau à base de plâtre est à proscrire ainsi qu'un certain nombre d'essences de

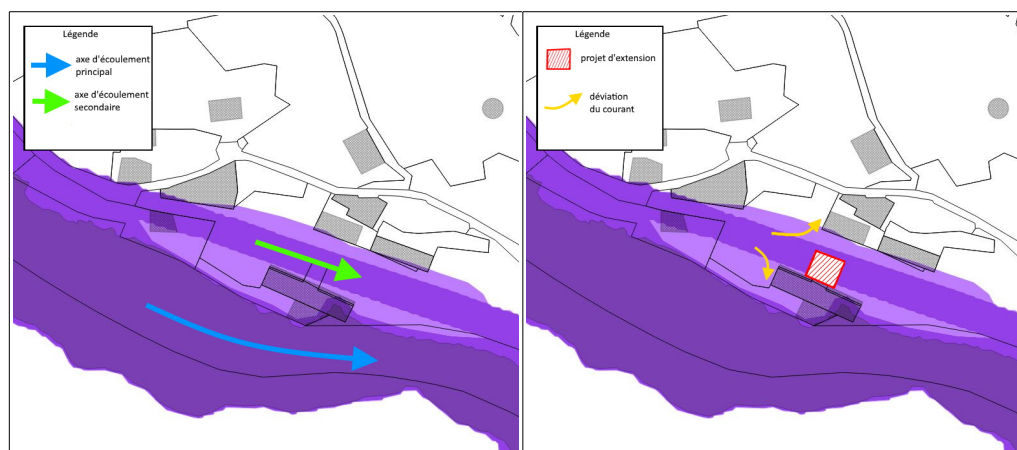
bois susceptibles de déformation ou de pourrissement au contact de l'eau.

Modification significative des écoulements.

Cette notion est à considérer au cas par cas : Lorsqu'un projet est situé dans une zone d'écoulement large, il s'agit essentiellement de positionner le projet de telle sorte qu'il offre la plus petite largeur possible au sens d'écoulement principal.



Dans le cas d'écoulements secondaires, un projet de moindre importance, mais qui empiète sur un axe d'écoulement préférentiel peut avoir un impact important. Il faut dans ce cas prévoir de maintenir un couloir d'écoulement suffisant pour que le flot ne se reporte pas sur un autre secteur.



Exemple d'aménagement à proscrire :
Situation avant aménagement situation après aménagement

Niveau habitable refuge.

L'obligation de réaliser un niveau habitable refuge résulte de la volonté de mettre en sécurité les personnes en cas de crue.

Il s'agit donc d'un niveau dont les caractéristiques doivent permettre d'attendre l'arrivée des secours en toute sécurité et doit donc répondre aux exigences suivantes :

- il doit être situé au-dessus de la cote de référence (à laquelle il convient d'ajouter 30 cm en zone rouge, afin de prendre en compte la charge hydraulique (phénomène de « remous » qui augmente le niveau de la ligne d'eau au droit d'une construction ou d'un ouvrage notamment));
- il doit être accessible de l'intérieur (pour y accéder facilement) et de l'extérieur (pour être évacué) ;
- il doit être couvert et disposer d'une hauteur suffisante pour être considéré comme habitable (au moins 1,80 mètre) ;
- il doit être d'une surface suffisante et adaptée au contexte de la construction :
 - minimum 10 m² quel que soit le type de construction ,
 - + 1 m² / personne pour les établissements recevant du public ou bâtiments d'activité,
 - en cas d'établissement recevant du public susceptible d'accueillir un effectif très important mais de manière irrégulière (gymnase, supermarché...), le dimensionnement du niveau habitable refuge devra être proportionné à l'activité et dûment justifié lors de la demande d'autorisation.

Ne sera pas décomptée de la superficie autorisée au titre du présent règlement, la surface **minimum** telle que définie précédemment et affectée au niveau refuge.

Opération de renouvellement urbain.

On désigne par opération de renouvellement urbain une forme d'évolution de la ville impliquant une action de reconstruction de la ville sur elle-même. Les opérations de renouvellement urbain

peuvent notamment consister en la requalification (démolition / reconstruction – dédensification) ou la réhabilitation (rénovation intégrale du bâti existant) d'un secteur .

Il s'agit toujours d'une opération d'ensemble réfléchie et mise en œuvre à l'échelle d'un quartier.

1^{er} plancher habitable et 1^{er} plancher.

On entend par 1^{ers} planchers habitables toutes les surfaces destinées à recevoir une occupation humaine (pièces de vie, chambres, vérandas, bureaux, locaux professionnels, commerces, ...) et susceptibles d'être affectées par le risque inondation.

On entend au contraire par 1^{ers} planchers toutes les surfaces susceptibles d'être affectées par le risque inondation sans distinction selon leur affectation ou leur usage (planchers habitables visés ci-dessus ainsi que les caves et stockage notamment), à l'exclusion des garages.

Réduction de la vulnérabilité globale dans le cas d'une opération de renouvellement urbain.

La réduction de la vulnérabilité globale doit être considérée à l'échelle d'un secteur lors d'opérations de renouvellement urbain.

Elle doit être appréciée au cas par cas, au regard de différents critères :

- le projet ne doit pas avoir pour conséquence l'augmentation de la population ou des activités exposées au risque d'inondation,
- le projet doit permettre l'amélioration de la situation du secteur considéré par rapport à la prise en compte du risque d'inondation notamment au travers d'une augmentation de la sécurité des personnes et des biens et d'une facilitation du retour à la normale.

Réseaux de distribution.

On entend par réseau de distribution l'ensemble des réseaux d'acheminement secs ou humides, aériens ou souterrains (électricité, eau, fibre optique...). Cela comprend les réseaux liés aux unités de traitement de l'eau potable.

Site moins exposé.

Site pour lequel le risque est plus limité tant pour la sécurité des personnes que celle des biens ou permettant un retour à la normale plus rapide.

Surface de plancher.

La surface de plancher de la construction est égale à la somme des surfaces de planchers de chaque niveau clos et couvert, calculée à partir du nu intérieur des façades après déduction des surfaces listées à l'article R111-22 du code de l'urbanisme, notamment :

- des surfaces de plancher d'une hauteur sous plafond inférieure ou égale à 1,80 mètre ;
- des surfaces de plancher aménagées en vue du stationnement des véhicules motorisés ou non, y compris les rampes d'accès et les aires de manœuvres ;
- des surfaces de plancher des combles non aménageables pour l'habitation ou pour des activités à caractère professionnel, artisanal, industriel ou commercial.

Talwegs.

Ensemble des petits vallons qui appartiennent au réseau hydrographique et qui, la plupart du temps sont à sec, mais sont toujours susceptibles de déborder rapidement en cas de pluies importantes. Il est nécessaire de ne pas en entraver le bon fonctionnement.

Transparence hydraulique.

La transparence hydraulique est le fait, pour une construction ou un ouvrage, de ne constituer en aucune manière un obstacle au libre écoulement des eaux. Cela se traduit par exemple par l'absence de mur ou de muret susceptibles d'entraver, même de façon minime, l'écoulement de l'eau.

Dans le cas des tunnels agricoles, autorisés en zone « R », il peut s'agir de panneaux « fusibles » à hauteur de la ligne d'eau permettant à la crue de traverser le tunnel.

Vulnérabilité.

La vulnérabilité peut se définir comme la sensibilité d'un territoire à chaque occurrence d'un aléa. Cette sensibilité se décline en termes de dommages aux personnes, aux animaux et aux biens, et de perturbation de l'activité socio-économique tant sur le plan quantitatif que qualitatif.

Toute construction et tout aménagement sont susceptibles d'augmenter la vulnérabilité notamment lorsqu'ils se traduisent par :

- une exposition supplémentaire de personnes au risque d'inondation (nombre ou sensibilité du public accueilli) ;
- changement de destination vers un usage plus vulnérable (cf tableau ci-dessous) ;
- la création de locaux de sommeil au-dessous de la cote de référence.

NOTA : si lors d'opération de renouvellement urbain ou de réhabilitation de bâtiments existants, il est créé un ou plusieurs logements (ou activités) dont les planchers habitables sont situés au-dessus de la cote de référence (augmentée le cas échéant de 30 cm) et qui disposent chacun d'un accès piétons et véhicules hors d'eau, on considérera alors que cela ne constitue pas une augmentation de la vulnérabilité.

Vulnérabilité (Mesures de réductions de la)

Les mesures de réduction de la vulnérabilité correspondent à des aménagements et / ou des adaptations des biens ou activités

destinés à assurer la sécurité des personnes et / ou à limiter les dégâts matériels, ainsi qu'à faciliter le retour à la normale.

Ainsi, une réduction de la vulnérabilité d'une construction existante pourra par exemple consister, si le règlement du PPRi le permet, en la création d'un niveau habitable refuge au-dessus de la cote de référence + 30 cm ou encore par la création d'accès au bâtiment situé hors d'eau.

Destinations par vulnérabilité décroissante (liste non exhaustive) :
<p>Catégorie 1</p> <ul style="list-style-type: none"> – habitation (logement et hébergement), à l'exclusion des garages et caves – hébergement hôtelier et touristique – locaux et bureaux accueillant du public des administrations et assimilés concourant à la gestion de crise – établissement d'enseignement, de santé ou d'action sociale
<p>Catégorie 2</p> <ul style="list-style-type: none"> – restauration – cinéma – salles d'art et de spectacles – équipements sportifs – centres de congrès et d'exposition
<p>Catégorie 3</p> <ul style="list-style-type: none"> – artisanat et commerce de détail – bureaux – activité de service où s'effectue l'accueil d'une clientèle – locaux et bureaux accueillant du public des administrations et assimilés
<p>Catégorie 4</p> <ul style="list-style-type: none"> – autres équipements publics
<p>Catégorie 5</p> <ul style="list-style-type: none"> – industries – commerces de gros
<p>Catégorie 6</p>

- garages et caves liés à une habitation ou à un hébergement
- entrepôts
- locaux techniques et industriels des administrations et assimilés

Catégorie 7

- installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif lorsqu'il s'agit des constructions techniques (STEP, transformateurs électriques...)

Catégorie 8

- exploitations agricoles ou forestières

La destination 1 présente la vulnérabilité maximale.

ANNEXE 2 : Cotes de référence

PT	Cote de référence	Débit	Vitesse	PT	Cote de référence	Débit	Vitesse
Nom	m NGF	m ³ /s	m/s	Nom	m NGF	m ³ /s	m/s
La Deume				ruisseau de Concise			
PT_DEM_138	471,56	213,3	2,3	PT_FO5_001	465,97	11,7	2,1
PT_DEM_139	470,57	213,3	2,2	PT_FO5_002	459,78	11,7	1,8
PT_DEM_140	468,76	213,3	2,1	PT_FO5_003	451,32	11,7	2,6
PT_DEM_141	466,29	213,3	1,2	PT_FO5_004	447,93	11,7	1,5
PT_DEM_142	461,27	213,3	3,2	PT_FO5_005	440,80	11,7	0,9
PT_DEM_143	460,38	213,3	1,1	PT_FO5_006	440,73	14,0	0,3
PT_DEM_144	456,50	213,3	1,7	ruisseau de Sassolas			
PT_DEM_145	450,39	213,3	3,1	PT_SAS_001	419,47	19,0	2,6
PT_DEM_146	448,60	213,3	2,3	PT_SAS_002	417,07	19,0	1,5
PT_DEM_147	446,06	213,3	1,9	PT_SAS_003	416,95	19,0	0,6
PT_DEM_148	443,94	213,3	2,7	PT_SAS_004	414,71	19,0	0,9
PT_DEM_149	442,61	213,3	3,1	PT_SAS_005	413,70	19,0	2,1
PT_DEM_150	439,76	225,6	2,1	PT_SAS_006	411,50	19,6	0,8
PT_DEM_151	437,04	225,6	3,0	Le Ternay			
PT_DEM_152	435,50	225,6	3,0	PT_TER_050	445,32	58,4	2,3
PT_DEM_153	434,99	225,6	1,9	PT_TER_051	441,63	58,4	1,0
PT_DEM_154	434,72	225,6	2,5	PT_TER_052	440,30	58,4	1,3
PT_DEM_155	434,38	225,6	3,3	PT_TER_053	438,81	58,4	2,1
PT_DEM_156	433,80	225,6	2,6	PT_TER_054	435,86	58,4	5,6
PT_DEM_157	433,25	225,6	1,5	PT_TER_055	432,81	58,4	3,3
PT_DEM_158	430,40	233,1	3,1	PT_TER_056	430,46	57,2	1,2
PT_DEM_159	429,54	233,1	3,1	PT_TER_057	427,26	57,2	1,6
PT_DEM_160	428,67	233,1	3,0	PT_TER_058	427,11	57,2	1,5
PT_DEM_161	428,13	233,1	2,9	PT_TER_059	425,24	57,2	1,8
PT_DEM_162	427,30	233,1	2,9				
PT_DEM_163	426,24	233,5	3,4				
PT_DEM_164	425,25	233,5	2,3				
PT_DEM_165	423,44	290,1	3,3				
PT_DEM_166	421,53	291,5	3,4				
PT_DEM_167	420,68	291,5	3,1				
PT_DEM_168	419,80	291,5	3,1				
PT_DEM_169	419,01	291,5	2,6				
PT_DEM_170	418,18	291,5	3,2				
PT_DEM_171	416,12	293,0	3,3				
PT_DEM_172	415,47	293,0	1,7				
PT_DEM_173	415,37	293,0	1,8				
PT_DEM_174	411,28	307,5	2,2				

Ouvrages	Cote de référence (en m NGF)	
	Nom	amont
La Concise		
CON_001	440,72	440,70
La Deume		
DEM_087	470,50	469,59
DEM_088	468,71	467,21
DEM_089	466,28	463,59
DEM_090	461,27	460,62
DEM_091	460,37	458,03
DEM_092	456,47	454,67
DEM_093	451,17	450,52
DEM_094	448,54	448,14
DEM_095	439,64	438,40
DEM_096	433,74	433,29
DEM_097	433,21	431,51
DEM_098	433,21	431,53
DEM_099	423,38	422,65
DEM_100	415,99	415,52
DEM_101	415,25	413,50
Ruisseau de Sassolas		
SAS_001	416,95	415,00
SAS_002	414,69	414,40
SAS_003	413,63	413,30
Le Ternay		
TER_037	441,59	440,67
TER_039	440,25	439,10
TER_040	438,70	437,16
TER_041	435,85	432,99
TER_042	430,43	427,90
TER_043	427,20	427,13
TER_044	427,08	426,17
TER_045	425,95	425,67
TER_046	425,20	425,11